



## Assemblée générale

Distr.: Générale  
12 avril 2007

Français  
Original: Anglais

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

### RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA CNUDCI (CLOUT)

#### Table des matières

	<i>Page</i>
<b>Décisions concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA) . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>Décision 686: LTA 7 1); 8 1); 11 3); 11 4) - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992) . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>Décision 687: LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii) - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992) . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>Décision 688 : LTA 1 3); 7 2); 8 1) - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), China National Electronic Import &amp; Export Shenzhen Company formerly known as China National Import &amp; Export Corp. Shenzhen Industry &amp; Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company (9 mars 1993) . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>Décision 689: LTA 8 1) - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.), Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other (28 janvier 1994) . . . . .</b>	<b>6</b>
<b>Décision 690: LTA 2 - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Mayers c. Dlugash (10 juin 1994) . . . . .</b>	<b>6</b>
<b>Décision 691: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995) . . . . .</b>	<b>7</b>
<b>Décision 692: LTA 1 2); 5; 8 1); 9 - Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995) . . . . .</b>	<b>8</b>



	<i>Page</i>
<b>Décisions relatives à la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale (LTI) . . .</b>	<b>9</b>
<b>Décision 693: LTI 1 a), 2 a)- c), 2 f), 4, 6, 8, 9, 15, 16, 17, 21, 25, 26, 31</b> <i>Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002).</i> . . . . .	<b>9</b>
<b>Index du présent numéro.</b> . . . . .	<b>10</b>

## Introduction

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion de renseignements sur les décisions judiciaires et sentences arbitrales concernant des conventions et lois types émanant des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). On trouvera des renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1/Rec.1). Le recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI peut être consulté sur le site Web de la Commission (<http://www.uncitral.org>).

Les numéros 37 et 38 du Recueil de jurisprudence ont introduit plusieurs nouveautés. Premièrement, la table des matières qui figure en première page indique les références complètes de chaque décision dont il est rendu compte dans les sommaires ainsi que les différents articles de chaque texte qui sont interprétés par la juridiction étatique ou le tribunal arbitral. Deuxièmement, l'adresse Internet (URL) à laquelle on trouvera le texte intégral des décisions en langue originale de même que les adresses Internet des éventuelles traductions dans une ou plusieurs langues officielles de l'ONU sont indiquées dans l'en-tête de chaque décision (il est à noter que la mention de sites Web autres que les sites officiels des organismes des Nations Unies ne constitue pas une approbation de ces sites par l'ONU ou la CNUDCI ; en outre, les sites Web sont fréquemment modifiés ; toutes les adresses Internet indiquées dans le présent document sont opérationnelles à compter de la date de soumission du document). Troisièmement, les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage comprennent désormais des mots clefs correspondant à ceux qui figurent dans le Thésaurus de la CNUDCI pour la Loi type sur l'arbitrage commercial international, élaboré par le secrétariat de la Commission en consultation avec les correspondants nationaux, et qui figurent dans le futur recueil analytique de jurisprudence concernant cette loi. Enfin, un index complet a été inséré à la fin du document pour faciliter la recherche à partir des références des décisions ou par pays, numéro d'article et (dans le cas de la Loi type sur l'arbitrage) mot clé.

Les sommaires ont été établis par des correspondants nationaux désignés par leur pays ou par d'autres personnes à titre individuel. On notera que ni les correspondants nationaux ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument de responsabilités en cas d'erreur ou d'omission ou d'autres problèmes.

---

Copyright © Nations Unies 2007

Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, N. Y. 10017 (États-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

## Décisions relatives à la loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)

### Décision 686: LTA 7 1); 8 1); 11 3); 11 4)

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.)

Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong

24 février 1992

Original en anglais

Non publiée

Résumé préparé par Ben Beaumont

[**mots-clés:** *arbitre; clause compromissoire; convention d'arbitrage; tribunal; tribunal arbitral*]

Dans une affaire dans laquelle le demandeur avait soumis à la Cour une requête tendant à ce que celle-ci lui accorde des dommages-intérêts, le défendeur avait demandé un sursis à la procédure en faveur de l'arbitrage, en invoquant le paragraphe 1 de l'article 8 de la LTA. Le demandeur avait opposé à cette demande une objection fondée sur la nullité de la clause compromissoire, celle-ci désignant le Gouvernement de Hong Kong comme tribunal arbitral conformément à son règlement intérieur provisoire. Or, le Gouvernement de Hong Kong n'avait pas pour mission de jouer le rôle d'arbitre et n'avait pas de règlement intérieur provisoire. Il y avait deux autres défendeurs, dont une société étrangère qui avait conclu une clause compromissoire semblable avec des demandeurs, le second n'ayant conclu avec celui-ci aucune clause compromissoire ni convention d'arbitrage.

La Cour a considéré que la clause compromissoire entre le demandeur et le premier défendeur devait être interprétée comme une convention d'arbitrage au sens du paragraphe 1 de l'article 7 de la LTA car elle reflétait la volonté des parties de régler leurs différends par voie d'arbitrage. En outre, la Cour a relevé qu'aux termes des paragraphes 3 et 4 de l'article 11 de la LTA, si les parties ne pouvaient pas désigner un arbitre ou le membre du tribunal arbitral, la Cour serait habilitée à procéder à cette désignation.

La Cour a néanmoins décidé de ne pas ordonner le sursis à la procédure du fait qu'il existait un risque de décisions contradictoires et de multiplicité d'actions. L'arbitrage concernant le premier défendeur serait régi par le droit interne tandis que l'arbitrage avec le deuxième défendeur le serait par la LTA. La Cour a noté en outre que la jonction des affaires n'était possible que pour un arbitrage régi par le droit interne.

### Décision 687: LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii)

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.)

J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd.

12 août 1992

Original en anglais

Publiée dans [1992] 2 HKLR 402

Résumé préparé par Ben Beaumont

[**mots-clés:** *arbitres; compétence; convention d'arbitrage; ordre public; procédure d'arbitrage; sentence – reconnaissance et exécution*]

Les demandeurs avaient versé 250 000 roupies indiennes d'arrhes pour des marchandises qui n'avaient par la suite pas été livrées. Ils avaient entamé une procédure arbitrale en vue de demander la restitution des arrhes ainsi que des dommages-intérêts pour contravention au contrat. Il avait été rendu une sentence en faveur des demandeurs et ceux-ci avaient saisi la Cour d'une demande visant à en obtenir l'exécution. Les défendeurs faisaient valoir que l'exécution de la sentence serait contraire à l'ordre public dans la mesure où leur principal témoin avait été enlevé et contraint par le demandeur à faire une fausse déclaration sous serment dans le cadre de la procédure arbitrale. La Cour a ordonné l'établissement des faits en ce qui concerne l'allégation d'enlèvement et a suspendu l'exécution de la sentence en attendant qu'il soit statué sur l'allégation du défendeur.

Les demandeurs avaient alors sollicité l'exécution immédiate de la partie de la sentence relative au versement d'arrhes sur la base du paragraphe 1 de l'article 35 de la LTA. Faisant droit à cette requête, la Cour a déterminé que la partie de la sentence concernant le versement d'arrhes pouvait être dissociée du reste de la sentence conformément aux dispositions du droit interne correspondant au paragraphe 2) a) iii) de l'article 34 et au paragraphe 1) a) iii) de l'article 36 de la LTA. La Cour a relevé en outre que, malgré sa dissociabilité, la partie de la sentence concernant le versement d'arrhes n'était pas affectée par l'allégation d'enlèvement.

**Décision 688: LTA 1 3); 7 2); 8 1)**

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.)

China National Electronic Import & Export Shenzhen Company formerly known as China National Import & Export Corp. Shenzhen Industry & Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company

9 mars 1993

Original en anglais

Non publiée

Résumé préparé par Ben Beaumont

[**mots-clés:** *convention d'arbitrage*]

Le demandeur avait introduit une action contre le défendeur en application des dispositions d'un mémorandum d'accord. Le défendeur avait formulé une demande reconventionnelle tendant à ce que le demandeur soit jugé responsable sur la base de deux autres contrats. Le demandeur avait présenté une motion tendant à obtenir un sursis à la procédure concernant la demande reconventionnelle conformément à l'article 8 de la LTA, les deux contrats sur lesquels se fondait le défendeur contenant une clause prévoyant que les différends éventuels entre les parties seraient soumis à l'arbitrage en Chine.

Le défendeur avait fait valoir que les clauses compromissoires figurant dans les deux contrats n'étaient pas conformes au paragraphe 2 de l'article 7 de la LTA dans la mesure où lesdits contrats avaient été signés par le demandeur, lequel avait utilisé le sceau du défendeur pour signer sans y être pleinement habilité. Cependant, la Cour a rejeté l'argument du défendeur étant donné que, selon les usages

commerciaux qui s'étaient établis entre les parties, le demandeur signait normalement les contrats en utilisant le sceau du défendeur.

La Cour n'a pas suivi l'argumentation du défendeur selon laquelle un sursis à la procédure entraînerait une multiplicité d'actions et la possibilité de contradictions en ce qui concerne les constatations de fait. La Cour a considéré que le défendeur n'avait pas apporté de preuve suffisante que l'objet de la demande et celui de la demande reconventionnelle étaient liés de quelque manière que ce fût. Comme il s'agissait d'un arbitrage international conformément au paragraphe 3 de l'article premier de la LTA, la Cour a ordonné le sursis à la procédure.

**Décision 689: LTA 8 1)**

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.)  
Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other  
28 janvier 1994  
Original en anglais  
Publiée dans [1994] 1HKC 585  
Résumé préparé par Ben Beaumont

[**mots-clés:** *clause compromissoire; compétence; tribunal*]

Cette décision se rapporte à la demande de sursis à la procédure présentée par le premier défendeur. Le demandeur avait introduit une action contre les défendeurs pour contravention à un contrat d'affrètement qui contenait une clause compromissoire prévoyant que les différends éventuels seraient soumis à l'arbitrage à Londres ou à Beijing. Le premier défendeur était une société constituée en République populaire de Chine qui était également enregistrée à Hong Kong en qualité de société étrangère. Le deuxième défendeur était une société constituée en République populaire de Chine. Le premier défendeur avait fait valoir que Hong Kong était un *forum non conveniens* dans la mesure où l'objet du différend avait un rapport plus étroit avec la République populaire de Chine, ajoutant qu'il n'était pas partie au contrat d'affrètement, le deuxième défendeur ayant conclu celui-ci en son nom sans y être autorisé.

La Cour a considéré que Hong Kong n'était pas un *forum non conveniens*, relevant que le premier défendeur avait des liens suffisants avec Hong Kong, où il menait des affaires actives et où il avait un bureau. En conséquence, la Cour a rejeté la motion tendant à ce qu'il soit sursis à la procédure.

**Décision 690: LTA 2**

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.)  
Mayers c. Dlugash  
10 juin 1994  
Original en anglais  
Publiée dans [1994] 1 HKC 755  
Résumé préparé par Ben Beaumont

[**mots-clés:** *arbitre; tribunal*]

Le demandeur avait soumis à la Cour une requête tendant à ce qu'il soit mis fin au mandat d'un arbitre. Il se posait une question préliminaire qui était de savoir si l'intéressé était un arbitre ou un expert. S'il s'agissait d'un expert, l'Ordonnance relative à l'arbitrage ne serait pas applicable. Ainsi, la Cour était appelée à définir l'expression "arbitre", telle qu'elle était utilisée à l'article 2 de la LTA.

Le défendeur avait fait valoir qu'il ressortait de quatre éléments que la personne désignée était un expert et non un arbitre. Il n'y avait pas de différend clairement défini. Les parties ne s'étaient pas entendues sur une procédure déterminée et il n'avait été formulé aucune demande tendant à ce qu'il soit adopté une approche judiciaire. La personne désignée était comptable de profession. Sa responsabilité était expressément exclue.

La Cour a statué en faveur du défendeur. Dans sa décision, elle a analysé l'intention des parties, telle qu'elle ressortait des accords intervenus entre elles. La Cour a relevé que l'absence de différend clairement défini était incompatible avec la nature de l'arbitrage. La personne désignée était appelée à se prononcer sur une certaine question afin de prévenir tous différends et non à jouer un rôle d'arbitre au sujet d'un différend déterminé. La personne désignée était chargée de procéder à une évaluation complète de l'actif et du passif de la société en vue de la restructuration de celle-ci. La Cour a considéré que la profession de la personne désignée et l'exclusion de responsabilité étaient sans rapport avec cette détermination, dans la mesure où ces éléments pouvaient s'appliquer aussi bien à des experts qu'à des arbitres.

**Décision 691: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii)**

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.)

Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company

14 mars 1995

Original en anglais

Non publiée

Résumé préparé par Ben Beaumont

**[mots-clés: arbitre; compétence; procédure arbitrale; sentence; sentence-annulation; tribunal; tribunal arbitral]**

Une ordonnance d'exécution d'une sentence arbitrale rendue par la CIETAC en République populaire de Chine sur la base de l'article 35 de la LTA avait été rendue en faveur du demandeur. Le défendeur, pour sa part, avait demandé l'annulation de la sentence.

Le défendeur avait fait valoir que le demandeur ne s'était pas conformé aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 35 de la LTA étant donné que ce dernier n'avait pas divulgué au tribunal le contenu intégral de l'accord intervenu entre les parties, que le défendeur n'avait pas pu se faire entendre lors de la procédure arbitrale comme prévu par les paragraphes 2) a) ii) et 2) b) ii) de l'article 34 et les paragraphes 1) a) ii) et 1) b) ii) de l'article 36 de la LTA vu qu'il n'avait pas été informé de la tenue de la deuxième audience et n'avait donc pas pu y être présent et

que le tribunal arbitral avait statué sur une question outrepassant ses compétences (paragraphe 2) b) iii) de l'article 34 et paragraphe 1) a) iii) de l'article 36 de la LTA).

La Cour a rejeté la motion du défendeur, considérant que le demandeur s'était conformé aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 35 de la LTA, que le défendeur avait reçu du tribunal arbitral une rectification précisant qu'il n'y avait eu qu'une seule audience et que la question de la compétence du tribunal arbitral avait été examinée en détail lors de la procédure arbitrale.

**Décision 692: LTA 1 2); 5; 8 1); 9**

Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.)

Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel"

27 mars 1995

Original en anglais

Non publiée

Résumé préparé par Ben Beaumont

[**mots-clés:** *arbitre(s); mesures conservatoires; tribunal; tribunal arbitral*]

Le demandeur et le défendeur avaient entamé à Londres une procédure arbitrale concernant la copropriété d'un navire. Le demandeur avait donné son assentiment au sursis d'une procédure judiciaire concernant la même question introduite devant un tribunal de Hong Kong, conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la LTA. Le navire se trouvant à Hong Kong, le demandeur avait introduit sur la base de l'article 9 de la LTA une requête en indication de mesures conservatoires pour pouvoir procéder à l'inspection du navire.

Le défendeur s'opposait à la requête du demandeur, faisant valoir qu'aux termes de l'article 5 de la LTA, la Cour n'avait pas compétence étant donné qu'il s'agissait d'un arbitrage international. La Cour, même si elle considérait avoir compétence, devrait en tout état de cause rejeter la requête.

La Cour a jugé qu'elle avait compétence étant donné que le paragraphe 1 de l'article premier, l'article 5 et l'article 9 de la LTA, lus ensemble, habilitaient expressément les tribunaux à fournir une assistance pour faciliter une procédure d'arbitrage internationale introduite en dehors de leur ressort. De plus, l'intention qui était reflétée dans la LTA était que la même assistance puisse être fournie pour un arbitrage international que pour un arbitrage national. Alors même que les arbitres étaient habilités à ordonner de telles mesures conservatoires, la Cour a décidé de se prononcer en faveur du demandeur. De plus, le défendeur n'avait pas apporté la preuve qu'il subirait un préjudice quelconque si c'était la Cour, plutôt que les arbitres, qui rendait l'ordonnance en question. La Cour a fait droit à la requête du demandeur sur la base de l'article 9 de la LTA.



## Décisions relatives à la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale (LTI)

### Décision 693: LTI 1 a), 2 a)- c), 2 f), 4, 6, 8, 9, 15, 16, 17, 21, 25, 26, 31

Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico – Procédure No. 29/2001 introduite par W. Steve Smith, syndic étranger de faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure, en vue d'obtenir la reconnaissance de la procédure étrangère de faillite et une coopération internationale

19 décembre 2002

Original en espagnol

Les frères Xacur Eljure, défendeurs, étaient actionnaires ou administrateurs d'un grand nombre d'entreprises céréalières mexicaines et d'entreprises connexes ou participaient à d'autres titres à leurs activités. Ces sociétés opéraient également et avaient des établissements aux États-Unis d'Amérique. Après que les trois frères eurent manqué à procéder aux paiements requis au titre de leurs emprunts et garanties à de nombreuses banques mexicaines et américaines, les créanciers demandeurs, à savoir sept banques mexicaines et une banque californienne appartenant à une banque mexicaine affiliée, avaient entamé aux États-Unis une procédure de faillite contre les trois intéressés.

La Chambre de Houston du Tribunal fédéral des faillites du District sud du Texas avait déclaré les co-défendeurs faillis le 22 août 1997. Les co-défendeurs avaient alors interjeté appel devant la Cour d'appel fédérale du cinquième District et la Cour suprême des États-Unis. Chaque fois, la décision rendue par la juridiction inférieure avait été confirmée.

Le syndic officiel désigné par les co-défendeurs (le "représentant étranger") avait saisi le tribunal mexicain d'une demande en reconnaissance de la procédure de faillite et des condamnations étrangères ainsi que d'une demande de coopération internationale.

Le tribunal mexicain a reconnu la procédure de faillite étrangère et a fait droit à la demande de coopération et de collaboration en vue de l'exécution des condamnations prononcées par la juridiction américaine.

Le tribunal mexicain a appliqué la Loi relative aux faillites commerciales entrée en vigueur au Mexique le 13 mai 2000, en particulier le Titre XII de ladite loi, fondée sur la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale. Le tribunal a décidé que le syndic étranger avait suivi les procédures appropriées en matière de reconnaissance de la procédure étrangère. Les documents produits n'avaient pas à être légalisés, étant présumés authentiques (paragraphe 2 de l'article 16 de la LTI); la capacité du représentant étranger de comparaître directement devant la juridiction étrangère a été dûment reconnue et sa comparution a été dûment autorisée (article 15); il y avait réciprocité internationale comme prévu par l'article 280 de la Loi relative aux faillites commerciales; et il était "approprié" de reconnaître qu'une déclaration de faillite prononcée aux États-Unis liait le tribunal mexicain (article 17).

Le tribunal n'a pas accepté l'argument présenté par les co-défendeurs sur la base de l'autorité de la chose jugée de la décision rendue, considérant que la procédure

n'était pas une procédure nouvelle mais plutôt le prolongement d'une procédure étrangère et des condamnations rendues dans ladite procédure.

Le tribunal a reconnu l'objet et l'origine du Titre XII, faisant observer que la reconnaissance des décisions rendues par d'autres systèmes judiciaires encouragerait l'application de normes juridiques modernes et équitables de nature à régler de manière efficace et efficiente les questions découlant des cas d'insolvabilité internationale, ce qui permettait de s'attaquer à des problèmes comme la dissimulation d'actifs et la fraude tout en sauvegardant simultanément les intérêts des créanciers et des débiteurs et en préservant l'emploi.

## **Index du présent numéro**

### **I. Décisions par pays ou territoire**

#### *Hong Kong*

**Décision 686:** LTA 7 1); 8 1); 11 3); 11 4) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**Décision 687:** LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 688:** LTA 1 3); 7 2); 8 1) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), China National Electronic Import & Export Shenzhen Company formerly known as China National Import & Export Corp. Shenzhen Industry & Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company (9 mars 1993)*

**Décision 689:** LTA 8 1) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.), Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other (28 janvier 1994)*

**Décision 690:** LTA 2 - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Mayers c. Dlugash (10 juin 1994)*

**Décision 691:** LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**Décision 692:** LTA 1 2); 5; 8 1); 9 - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

#### *Mexique*

**Décision 693:** LTI 1 a), 2 a)- c), 2 f), 4, 6, 8, 9, 15, 16, 17, 21, 25, 26, 31 - *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

## II. Décisions par texte et par article

### Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)

#### LTA 1 2)

**Décision 692:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

#### LTA 1 3)

**Décision 688:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), China National Electronic Import & Export Shenzhen Company formerly known as China National Import & Export Corp. Shenzhen Industry & Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company (9 mars 1993)*

#### LTA 2

**Décision 690:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Mayers c. Dlugash (10 juin 1994)*

#### LTA 5

**Décision 692:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

#### LTA 7 1)

**Décision 686:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

#### LTA 7 2)

**Décision 688:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), China National Electronic Import & Export Shenzhen Company formerly known as China National Import & Export Corp. Shenzhen Industry & Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company (9 mars 1993)*

#### LTA 8 1)

**Décision 686:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**Décision 688:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), China National Electronic Import & Export Shenzhen Company formerly known as China National Import & Export Corp. Shenzhen Industry & Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company (9 mars 1993)*

**Décision 689:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.), Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other (28 janvier 1994)*

**Décision 692:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

**LTA 9**

**Décision 692:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

**LTA 11 3)**

**Décision 686:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**LTA 11 4)**

**Décision 686:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**LTA 34 2) a) ii)**

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 34 2) a) iii)**

**Décision 687:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 34 2) b) ii)**

**Décision 687:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 35 1)**

**Décision 687:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 35 2)**

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 36 1) a) ii)**

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 36 1) a) iii)**

**Décision 687:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**LTA 36 1) b) ii)**

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**LTA 36 1) b) iii)**

**Décision 687:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 691:** *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale (LTI)****LTI 1 a)**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 2 a)-c)**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 2 f)**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 4**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 6**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 8**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 9**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 15**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 16**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 17**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 21**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 25**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 26**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**LTI 31**

**Décision 693:** *Mexique: Tribunal fédéral de district de Mexico, Procédure No. 29/2001 relative à la faillite de Jacobo Xacur Eljure, Felipe Xacur Eljure et Jose Maria Xacur Eljure (19 décembre 2002)*

**III. Décisions par mot clé****Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)**

## arbitre(s)

**Décision 686:** **LTA 7 1); 8 1); 11 3);11 4)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**Décision 687:** **LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 690:** **LTA 2** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Mayers c. Dlugash (10 juin 1994)*

**Décision 691:** **LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**Décision 692:** **LTA 1 2); 5; 8 1); 9** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

## clause(s) compromissoire(s)

**Décision 686:** **LTA 7 1); 8 1); 11 3);11 4)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**Décision 689:** **LTA 8 1)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.), Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other (28 janvier 1994)*

## compétence

**Décision 687:** **LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

**Décision 689: LTA 8 1)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.), Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other* (28 janvier 1994)

**Décision 691: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company* (14 mars 1995)

convention d'arbitrage

**Décision 686: LTA 7 1); 8 1); 11 3); 11 4)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong* (24 février 1992)

**Décision 687: LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd.* (12 août 1992)

**Décision 688: LTA 1 3); 7 2); 8 1)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), China National Electronic Import & Export Shenzhen Company formerly known as China National Import & Export Corp. Shenzhen Industry & Trade Centre c. Choi Chuk Ming trading as ERWO Enterprises Company* (9 mars 1993)

mesures conservatoires

**Décision 692: LTA 1 2); 5; 8 1); 9** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel"* (27 mars 1995)

ordre public

**Décision 687: LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd.* (12 août 1992)

procédures d'arbitrage

**Décision 691: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company* (14 mars 1995)

processus d'arbitrage

**Décision 687: LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii)** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd.* (12 août 1992)



## sentence(s)

**Décision 691:** LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

## sentence - annulation

**Décision 691:** LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

## sentence – reconnaissance et exécution

**Décision 687:** LTA 34 2) b) ii); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii); 36 1) b) iii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), J. J. Agro Industries (P) Ltd. c. Texuna International Ltd. (12 août 1992)*

## tribunal

**Décision 686:** LTA 7 1); 8 1); 11 3); 11 4) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**Décision 689:** LTA 8 1) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Yam D. J.), Greenwood Ltd. c. Pearl River Container Transportation Ltd. and other (28 janvier 1994)*

**Décision 690:** LTA 2 - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Mayers c. Dlugash (10 juin 1994)*

**Décision 691:** LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**Décision 692:** LTA 1 2); 5; 8 1); 9 - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

## tribunal arbitral

**Décision 686:** LTA 7 1); 8 1); 11 3); 11 4) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Kaplan J.), Ho Kwok Hong trading as Kim Kwok Company c. Hung Dat Trading Company, Hing Fai Trading Company and Wong Yat Wai alias Benjamin Y Wong (24 février 1992)*

**Décision 691:** LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iii); 34 2) b) ii); 35 1); 35 2); 36 1) a) ii); 36 1) b) iii); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Leonard J.), Wan Sin Electronic Industrial Co. Ltd. Fujian c. Tan Lok trading as Wah Ton Company (14 mars 1995)*

**Décision 692: LTA 1 2); 5; 8 1); 9** - *Hong Kong: Cour suprême de Hong Kong, Haute Cour (Chan J.), Transorient Shipping Limited c. The Owners of the Ship or vessel "Lady Muriel" (27 mars 1995)*

---